

Au Sénégal, la société civile appelle à la mobilisation demain contre le report des élections présidentielles. Questions à Abdou Khafor Kandji, du mouvement citoyen «Y en a marre»

«Macky Sall doit quitter le pouvoir»

PROPOS RECUEILLIS PAR GUY ZURKINDEN

Sénégal ▶ Le 3 février, le président Macky Sall a plongé le pays dans une grave crise politique en annonçant le report des élections présidentielles prévues le 25 février. Une mesure confirmée trois jours plus tard par l'Assemblée nationale, qui ajournait le scrutin au 15 décembre 2024 – en l'absence des député·es de l'opposition, expulsé·es manu militari par les forces de l'ordre.

Depuis, la résistance s'organise. Dénonçant un «coup d'Etat qui ne dit pas son nom», une coalition d'organisations de la société civile appelle à la mobilisation le vendredi 9 février.

Le collectif citoyen «Y en a marre», un des moteurs du soulèvement qui avait empêché le président Abdoulaye Wade de décrocher un troisième mandat en 2012, est à nouveau aux premières loges de la résistance. *Le Courrier* s'est entretenu par téléphone avec Abdou Khafor Kandji, membre de sa coordination nationale.

Comment interprétez-vous le report des élections présidentielles?

Abdou Khafor Kandji: Il s'agit d'une attaque inédite contre la démocratie sénégalaise. Macky Sall et les parlementaires qui l'appuient créent un précédent dangereux, qui pourra être utilisé à l'avenir par n'importe quel chef d'Etat pour se maintenir au pouvoir.

Cette manœuvre ne nous surprend cependant qu'à moitié. Au cours de ses douze années à la tête du pays, le président n'a montré aucun respect pour l'Etat de droit.

Quel objectif celui-ci poursuit-il?

Macky Sall n'a jamais voulu quitter la présidence. Début juillet, il a été obligé d'annoncer qu'il renonçait à briguer un troisième mandat, car il faisait face à une opposition populaire massive.

Au cours des mois suivants, il est devenu clair que le candidat du pouvoir, l'actuel premier ministre Amadou Ba, allait perdre l'élection face à Bassirou Diomaye Faye. Emprisonné depuis plusieurs mois, M. Faye est cofondateur du Pastef, le principal parti d'opposition au gouvernement – qui a d'ailleurs décrété sa dissolution en juillet 2023. Il s'est lancé dans la course en janvier, après que le principal leader du Pastef, Ousmane Sonko, a été déclaré inéligible en raison d'une condamnation – contestée – en justice.

Pour éviter une défaite, M. Sall s'est mis d'accord avec le Parti démocratique sénégalais (PDS), dont le candidat Karim Wade avait été recalé en raison de sa double nationalité franco-sénégalaise, pour différer les élections.



Des heurts ont éclaté cette semaine à Dakar lors de manifestations contre le report des élections présidentielles. KEYSTONE

Il s'attribue ainsi de facto un troisième mandat, piétinant la Constitution.

Pourquoi Macky Sall s'accroche-t-il au pouvoir?

En cas de défaite, il risque fort de se retrouver en prison. Pour deux raisons. D'une part, les scandales de corruption se sont succédé durant son administration. De l'autre, parce que sa politique autoritaire a eu des conséquences meurtrières.

Son gouvernement mène une politique liberticide?

Clairement. La plupart des manifestations sont interdites. Et lorsque la contestation éclate, elle est réprimée avec violence. Au cours des trois dernières années, plus de 50 jeunes ont été tué·es à balles réelles au cours de mobilisations.



«Nous appelons la population à manifester vendredi après-midi»

Abdou Khafor Kandji

Ces brutalités sont le fait des forces de police, mais aussi d'hommes de main recrutés et armés par le pouvoir.

Au cours des derniers mois, les arrestations arbitraires se sont aussi multipliées. Plus d'un millier de jeunes sont aujourd'hui détenu·es. Leur «crime»: avoir participé à une manifestation ou critiqué le gouvernement sur les réseaux sociaux.

Le coordinateur de «Y en a marre» Aliu Sané est aussi en détention provisoire depuis le 5 octobre dernier. On lui reproche d'avoir tenté de rendre visite à Ousmane Sonko alors que ce dernier était assigné à domicile.

Est-il possible de faire reculer le gouvernement?

Oui, car Macky Sall est isolé. Même au sein de son parti, les critiques fusent. Et son propre candidat, Amadou Ba, est contre le report des élections.

Si le président se maintient encore au pouvoir, c'est principalement grâce au soutien de l'armée et de la gendarmerie.

Que comptez-vous faire concrètement?

Des député·es de l'opposition ont fait recours contre la loi ajournant les élections.

Cependant, nous ne pouvons pas nous reposer sur les institutions politiques et judiciaires. Dans le passé, celles-ci ont démontré plusieurs fois qu'elles ne sont pas du côté de la population. Notre meilleure arme reste la mobilisation, qui doit être la plus large possible.

Dans cet objectif, nous avons mis sur pied une coalition réunissant les organisations de la société civile, ainsi que certaines personnalités. Nous appelons la population à manifester vendredi après-midi, après la prière.

Quelles sont vos revendications?

M. Sall doit quitter le pouvoir le 2 avril, lorsque son mandat arrivera à échéance, et laisser le processus électoral suivre son cours.

Nous exigeons aussi la libération de tous les prisonnier·ères politiques ainsi que la mise en place d'une commission d'enquête afin de déterminer les responsables de la mort des vingt manifestant·es abattu·es lors des mobilisations de juin 2023.

«Y en a marre» ne soutient pas de candidat·es aux élections.

Comment comptez-vous changer les choses?

Les trois quarts de la population sénégalaise est âgée de moins de 35 ans. Or le gouvernement ne fait rien pour permettre à ces millions de personnes de vivre, de travailler, ni même d'étudier dans la dignité – l'université de Dakar est fermée depuis juin pour des raisons politiques!

Chaque année, des milliers de jeunes sont ainsi contraint·es de quitter le Sénégal pour chercher une vie meilleure. Beaucoup perdent la vie durant ce périple.

Créé en 2011, notre mouvement veut changer la donne. Nous défendons la démocratie et la justice sociale, tout en promouvant la participation politique des jeunes. Nos outils principaux sont la mobilisation pacifique et la culture urbaine, notamment la musique rap et les graffitis.

Nous refusons cependant de nous faire coopter par les partis et les gouvernements. Rappelons-nous: en 2012, Macky Sall avait lutté à nos côtés contre le président de l'époque, Abdoulaye Wade, qui refusait de quitter le pouvoir. Et regardez ce qu'il se passe aujourd'hui...!

Agenda de la solidarité

FORUM

PLAN-LES Ouates SOLIDAIRE 9-10 FÉVRIER

La commune genevoise de Plan-Les-Ouates organise son traditionnel forum de la solidarité internationale les 9 et 10 février prochains: exposition, stands associatifs, animations pour enfants, cuisine du monde, spectacle, vente d'artisanat et présentation des projets subventionnés par la commune sont au rendez-vous, avec pour fil rouge la question du changement climatique. Trente ONG seront présentes. A noter aussi une table-ronde le vendredi à 18h30 (lire-ci contre), un atelier participatif avec l'élaboration d'une «fresque du climat» (samedi à 9h, sur inscription) et un rallye de la solidarité à destination des familles (samedi à 14h). Rendez-vous à l' Espace Vélodrome (Chemin de la Mère-Voie 62).

Programme complet à l'adresse fgc.ch/sites/default/files/documents/sdtse_-_programme.pdf

TABLE-RONDE

SOLUTIONS CLIMATIQUES 9 FÉVRIER

Les ONG actives dans la coopération au développement sont de plus en plus confrontées au dérèglement climatique et à la perte de la biodiversité. Une riche discussion aura lieu à ce sujet le vendredi 9 février à Plan-les-Ouates dans le cadre du forum *La solidarité dans tous ses états*. La table ronde intitulée «Projets solitaires, quelles solutions face à l'urgence climatique» réunira Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la Fédération genevoise de coopération, Sandra Ernesto, chargée de projet chez emp'ACT, Anne Simon, secrétaire générale de l'ONG Secodev et Bertrand Favre, responsable du service environnement et espaces verts de la Commune de Plan-les-Ouates.

A 18h30 à l'Espace Vélodrome.

SOIRÉE

PROJETS A L'HONNEUR 29 FÉVRIER

Autre commune, même esprit solidaire. La Ville du Grand-Saconnex organise une soirée consacrée à plusieurs projets humanitaires ou de développement soutenus par la municipalité. Avec notamment l'organisme Amoddou, dont la mission est organiser des caravanes médicales et solidaires itinérantes dans des régions négligées, et l'association Y30, qui a pour but d'aider le peuple yéménite à faire face aux conséquences de la guerre. Mais aussi avec l'ONG Swiss-Group qui aspire à apporter assistance aux populations vulnérables dans le sud de la Turquie et en Syrie, et l'association MeMa qui agit en faveur des enfants, des jeunes, des femmes et des personnes âgées démunies vivant en République démocratique du Congo. A 19h à la salle communale des Délices, suivi d'un apéritif offert.

SOIRÉE D'INFO

COMMENT S'ENGAGER? 29 FÉVRIER

Voulez-vous vous engager dans les pays du Sud? Les ONG Eirene Suisse, DM, Comundo et E-Change offrent cette opportunité à de nombreuses personnes en Suisse. Elles organisent le 29 février une soirée d'information en ligne sur cet «échange de personnes». «Nos actions permettent à des professionnel·les qualifié·es de participer au renforcement d'organisations dans les pays du Sud par le partage de leur compétences et connaissances. Pour quelques mois ou plusieurs années, les coopérant·es accompagnent ces organisations et contribuent avec elles à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la promotion des droits humains», expliquent les associations. De 18h30 à 20h30 – en ligne. Inscriptions recommandées avant le 22 février. www.dmr.ch